

**École
supérieure
d'art
des
Pyrénées
Pau-Tarbes**

**Conseil d'Administration
séance du
vendredi 9 mars 2012 à 10h30**

*Un extrait du procès-verbal
a été affiché sur le site de Pau
et sur le site de Tarbes
le : 10 mars 2012*



Membre présents :

Avec voix délibérative

Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président, Madame Hélène LÉROU-POURQUÉ, Vice-Présidente, Madame LIGNERES-CASSOU, Députée-Maire de Pau, Monsieur PAILLARSE, Directeur Régional des Affaires Culturelles Midi-Pyrénées, Monsieur Bertrand FLEURY représentant Monsieur Jean-Paul GODDERIDGE, Directeur Régional des Affaires Culturelles Aquitaine, Monsieur Luc TRIAS, représentant Monsieur le Président du Conseil Régional d'Aquitaine, Madame Anne-Marie ARGOUNES, Ville de Tarbes, Madame Frédérique LERBET-SÉRÉNI, Ville de Pau, Madame Patricia WOLFS, Ville de Pau, Monsieur Talal MASRI, École Nationale d'Ingénieurs de Tarbes, Monsieur François CORTES, Représentant des enseignants, Monsieur Gabriel BLASQUEZ, Représentant des personnels administratifs et techniques, Madame Mathie LABORIE, Représentante des étudiants.

Avec voix consultative,

Madame Martine MOUREU, Directrice Générale de l' EPCC

Avait donné procuration : Monsieur Gilles CRASPAY, Ville de Tarbes à Madame Anne-Marie ARGOUNES, Monsieur Vincent MEYER, Représentant des enseignants à Monsieur Gabriel BLAQUEZ, Monsieur Hippolyte HERPIN FLORH, Représentant des étudiants à Monsieur François CORTES, Madame TOUSSAINT, Université de Pau et des Pays de l'Adour à Madame Martine MOUREU, Monsieur David CAMEO, Personnalité qualifiée, à Monsieur Gérard TRÉMÈGE.

Excusés : Monsieur le Préfet de Région, Monsieur José CUBERO, Ville de Tarbes, Madame Claire JACQUET et Monsieur Isidro FERRER, personnalités qualifiées

N° 4 – MODALITES D' APPLICATION DES AMORTISSEMENTS

Rapporteur : Monsieur le Président

Mesdames, Messieurs,

L ' École Supérieure d'Art des Pyrénées en tant qu'établissement public de coopération culturelle à caractère administratif est tenu en application de l'article 1er du décret n° 96,253 du 13 juin 1996 d'amortir les biens acquis.

Il s'agit en outre d'une mesure de bonne gestion qui favorise la préservation du patrimoine de l'établissement public qui se traduit par la tenue d'un tableau des amortissements comptables joint aux documents budgétaires de l' EPCC et l'inscription des écritures d'ordre correspondantes.

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'organe délibérant, qui peut également déterminer un seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de faible valeur s'amortissent en un an.

Il est proposé au Conseil d'Administration les durées d'amortissement suivantes :

Article	Nature du bien	Durée d'amortissement
2031	Frais d'études	5 ans
2033	Frais d'insertion	5 ans
205	Brevets, licences	2 ans
2158	Autres matériels et outillages	8 ans
2161	Œuvres d'art	Non amorties
2182	Matériel de transport	8 ans
2183	Matériel de bureau et informatique	4 ans
2184	Mobilier	8 ans
2188	Autres immobilisations	4 ans
2316	Restaurations des œuvres d'art	Non amorties
	Biens d'une valeur inférieure à 1 500 € pour les articles 2183, 2184 et 2188	1 an

Il est proposé au Conseil d'Administration de bien vouloir retenir les durées d'amortissement sus-visées.

Conclusions adoptées à l'unanimité

Pour extrait conforme

Le Président



Gérard TREMEGE